

Opinion

Rapport Montmarquette - Tarification et justice sociale: un mauvais ménage?

François Blais, Professeur au Département de science politique de l'Université Laval

Extrait

« Droits de scolarité

Selon le groupe de travail, la politique actuelle de taux relativement faibles de droits de scolarité serait inefficace et inéquitable. La démonstration reste à faire. Prenons tout d'abord la question de l'accessibilité des jeunes de milieux défavorisés aux études universitaires, dont tous conviennent que c'est un enjeu pour l'égalité des chances et la justice sociale.

Selon certaines études présentées par le rapport, le niveau des droits de scolarité aurait peu d'impact sur la participation globale aux études post-secondaires et même sur la représentation des plus défavorisés. Ces résultats peuvent paraître contre-intuitifs, mais ils traduisent le fait que de nombreux autres facteurs influent sur ces taux de participation notamment l'environnement familial et culturel. Faut-il pour autant augmenter ces droits? Il y a là tout un pas à franchir.

Je ne vois pas le jour où une étude sérieuse démontrera qu'une augmentation des droits de scolarité aura eu un impact positif sur la participation aux études des jeunes issus de milieux défavorisés! Rappelons qu'une augmentation du tarif ne se soldera pas nécessairement par des revenus plus élevés pour les universités, car les gouvernements seront tentés, ils l'ont d'ailleurs fait dans le passé, de se désengager par la suite de son financement public. [...]

Des droits de scolarité inéquitables?

Quand les arguments de nature économique ne convainquent pas, il est toujours possible de se rabattre sur des arguments moraux. La proportion d'étudiants provenant de milieux favorisés étant très élevée dans les universités, le groupe de travail en vient à la conclusion qu'il s'agit en fait d'une subvention des moins fortunés au bénéfice des plus fortunés, une réalité contraire aux principes élémentaires de justice. Une telle affirmation ne mérite pas d'être prise au sérieux.

Les pauvres ne peuvent pas subventionner les riches puisque, par définition, ils n'ont pas d'argent. Que l'on choisisse un système où les universités sont fortement subventionnées ou peu, les riches auront toujours à financer pour l'éducation des plus pauvres. Cela est économiquement et moralement convenu.

Là où les universités dépendent largement des subventions de l'État, cela se fera par les impôts prélevés chez les plus riches et là où les tarifs jouent un rôle plus important, cela se fera encore par une ponction fiscale logiquement plus faible mais qui pèsera encore, inévitablement, sur les plus riches. Il n'y a donc aucun transfert des pauvres vers les riches dans le financement des universités à l'heure actuelle et pour l'avenir.

Le groupe de travail le sait fort bien et c'est pourquoi il recommande d'emblée qu'une partie des nouveaux fonds recueillis par les universités avec l'augmentation des droits de scolarité soient nécessairement réinvestis sous forme de bourses d'études. Il est surprenant qu'un rapport qui insiste sur la nécessité de distinguer les missions respectives des tarifs et des impôts propose maintenant qu'une partie des tarifs aient une fonction de redistribution que le groupe de travail réserve pourtant et avec force aux impôts!

Bas tarifs

Des pays très honorables et qui se situent très bien du point de vue de l'indice du développement humain de l'ONU comme la Norvège, la Suède, la Finlande ou l'Irlande continuent encore aujourd'hui de faire le choix de la gratuité des études, de la petite enfance jusqu'à l'université. Plusieurs autres pratiquent une politique de bas tarifs. Le Québec n'a pas à avoir honte de sa tarification si, par ailleurs, ses universités continuent de recevoir un niveau suffisant de financement public pour bien remplir leur mission. [...]

Le rapport Montmarquette est mû par deux principes fondamentaux, l'efficacité et la justice sociale. Mon idée est qu'il nous fait progresser collectivement dans sa réflexion et ses propositions sur l'efficacité dans la gestion des ressources rares mais que son modèle n'est pas encore abouti sur la justice sociale, même si l'on y retrouve quelques propositions intéressantes, notamment pour la justice environnementale et intergénérationnelle. Il lui faudra franchir un pas de plus pour vraiment affirmer qu'il réussit à promouvoir les intérêts des moins favorisés comme c'était pourtant aussi son mandat. »

Le mardi 15 avril 2008

L'université, à petite dose

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Quarante ans après Mai 68, il serait étonnant que se reproduise pareil soulèvement, avance Jacques Hamel, auteur d'une vaste étude sur les comportements des étudiants québécois. Pourquoi? Probablement parce qu'on retrouve de plus en plus d'étudiants comme Alexandra Valiquette, qui concentre ses cours en trois jours pour en travailler trois autres, ou comme Anabelle Morin, qui bosse 30 heures par semaine - en plus d'étudier à temps plein.

«Avant, être étudiant, cela voulait dire se retrouver entre amis à la cafétéria, entre les cours, sortir

après. Maintenant, chacun est pressé de quitter «, dit M. Hamel, professeur à l'Université de Montréal.

Les étudiants sont ainsi plus soucieux de travailler de manière efficace. Pour des résultats concrets. «Ils acceptent moins les lectures complémentaires qui ne sont pas rattachées à des travaux. Avant, la notion de culture générale était importante, maintenant, ils veulent voir l'impact direct de leurs efforts sur leurs notes», illustre Jean Bernatchez, professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Rimouski.

Contrairement à James E. Côté, auteur de *Ivory Tower Blues*, Jacques Hamel n'est toutefois pas d'avis que les jeunes sont moins avides d'apprendre qu'avant. «Ils consacrent peut-être moins de temps à leurs études, mais quand ils s'y consacrent, ils s'y consacrent vraiment, dit-il. Mais bien sûr, cela varie beaucoup d'une faculté à l'autre.»

Le mardi 15 avril 2008

Plus d'étudiants, plus de revenus

[Violaine Ballivy](#) et [Louise Leduc](#)

La Presse

Campagnes de pub, promesses de bourses, nouveaux programmes, pavillons neufs: les universités ne négligent rien pour attirer le plus grand nombre d'étudiants, au point où certaines en accusent d'autres de jouer dans leurs platebandes. Au goût de certains - qui ont bien en tête la presque faillite de l'UQAM et le déficit accumulé record de 400 millions des universités québécoises en 2006-2007 - , c'est : Attention! Danger: les universités voient trop gros, sans toujours songer à ce que le marché de l'emploi peut absorber.

Les comptables de la firme PriceWaterhouseCoopers l'ont écrit en toutes lettres dans leur dernier rapport. L'UQAM, pour régler ses problèmes financiers, devra, entre autres choses, augmenter le nombre de ses étudiants. Et du coup ses revenus.

En 1989, les universités québécoises comptaient au total 159 821 étudiants. Les données les plus récentes font état, aujourd'hui, de 187 473 étudiants. Belle augmentation de 17,3%, mais on espère plus : presque 200 000 d'ici 2014, selon des données du ministère de l'Éducation.

>>> [Lisez les réactions des internautes](#)

Dans le métro, dans les journaux et sur le web, les publicités des universités se multiplient donc. L'Université Bishop a embauché cette année une firme externe qui lui concoctera une «campagne d'image». Deux employés ont été ajoutés au service du recrutement. On espère ainsi faire passer de 1800 à 2500 nombre d'étudiants sur le petit campus estrien.

L'Université de Montréal, elle, vient d'enrôler Raynald Petit, un publicitaire bien connu à qui l'on doit les désormais célèbres pubs de Bell avec Benoît Brière et la campagne controversée des sloches à saveur de goudron ou de poussin écrasé des dépanneurs Couche-Tard.

«Je serais bien mal pris d'avoir une hausse de 10% d'étudiants: je n'aurais pas assez de salles de classe pour les loger. Mais s'il n'y en a pas assez, on a un problème de financement», explique Jacques Frémont, vice-recteur aux affaires académiques de l'Université de Montréal.

Les universités sont très discrètes au sujet des budgets alloués à ces opérations qui suscitent toutefois bien des critiques. «C'est inquiétant de voir que cet argent ne sert pas à rehausser la qualité de l'enseignement», dit Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Au fil des ans, les universités ont aussi multiplié les points de service et les programmes pour faire le plein d'étudiants dans les banlieues, notamment. L'Université du Québec à Rimouski diplôme des enseignants à Lévis. L'Université de Sherbrooke construit actuellement un pavillon à Longueuil. L'Université de Montréal est déjà établie à Laval, Terrebonne, Longueuil et Québec...

«Nous avons besoin de diplômé davantage de Québécois et je n'ai rien contre le recrutement. Sauf qu'on est rendus qu'on utilise des moyens qui sont socialement désavantageux, s'inquiète Nicolas Marceau, professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal. Par exemple, il semble assez clair que les universités mettent beaucoup d'argent dans le béton (pour construire), et relativement moins dans les cerveaux, dans les professeurs et les bibliothèques pour tenter de conquérir les étudiants des autres universités.»

«La qualité des services offerts n'est certainement pas la même dans les campus satellites. C'est évident», ajoute-t-il.

Le savoir ou le diplôme?

James E. Côté, sociologue de l'Université Western, en Ontario, sonne l'alarme sur les dérives de ces campagnes de recrutement massif dans son essai Ivory Tower Blues.

«On recrute des étudiants qui n'ont pas nécessairement les aspirations ou les capacités pour ce genre de formation, et qui auraient été plus heureux ailleurs», déplore-t-il. Du coup, «les étudiants ne sont plus tellement intéressés par les cours ou par le fait d'acquérir des connaissances, mais par le fait d'avoir un diplôme».

La preuve? À chaque rentrée, James E. Côté met ses étudiants à l'épreuve en leur demandant, le plus sérieusement du monde : «Qui accepterait ne pas se présenter en classe en échange d'une note de 80% dans son bulletin?» Résultat : presque tous!

Un sondage mené en 2006 sur l'engagement étudiant indique qu'un Canadien sur deux consacre au maximum 15 heures par semaine à ses travaux universitaires. «Un étudiant sur deux ne met aucun effort dans ses études, interprète M. Côté. Comment peuvent-ils espérer apprendre quelque chose?»

«Les jeunes sont devenus plus consuméristes. Ils se disent : Je paie cher, donc je m'attends à des services et je m'attends à un diplôme. Comme au magasin. Alors que, dans les années 70, c'était plutôt, je m'en vais à l'université, si jamais l'université m'en trouve digne, peut-être que j'arriverai à devenir

quelque chose», note Michel Umbriaco, professeur à l'UQAM, spécialiste de la gestion des universités.

Philippe Faucher, directeur du département de science politique de l'UdeM, parle carrément de «fraude». «On offre des formations qui ne se concrétisent pas par une insertion équivalente sur le marché du travail. (...) Combien de psychologues le Québec peut-il vraiment admettre?» L'UdeM, relève-t-il, a décerné à elle seule 198 baccalauréats en psychologie.

La vigueur de cette concurrence préoccupe assez le ministère de l'Éducation pour qu'un comité de travail ait été chargé d'étudier la question. Il devra revoir les balises qui dictent le développement des services universitaires hors de leur campus initial. Et la Confédération des recteurs et des principaux des universités du Québec devra «proposer des pistes de solution afin d'assurer une plus grande cohérence d'ensemble de l'offre de services sur le territoire», explique Stéphanie Tremblay, porte-parole du ministère.

Nicolas Marceau, lui, propose d'abaisser le pourcentage de subvention qui découle directement du nombre d'étudiants inscrits dans chaque université. Les résultats de ces travaux ne seront dévoilés qu'à la fin 2009.

Les universités québécoises ont affiché un déficit accumulé record de 400 millions à la fin de 2006-2007.

Le mardi 15 avril 2008

Crise universitaire

[Nathalie Collard](#)

La Presse

Il faut reculer quelques années en arrière pour comprendre les crises que traversent nos universités aujourd'hui.

Avant, seuls les enfants issus des familles riches poursuivaient l'école au-delà de la sixième année. Les études supérieures, dirigées par les communautés religieuses, étaient réservées à l'élite. Bon nombre d'entre nous sont les descendants d'hommes et de femmes qui n'ont pas fréquenté l'université. Au Québec, la révolution a eu lieu au début des années 60, avec la publication du rapport Parent qui promettait une bonne éducation pour le plus grand nombre.

Plus de 40 ans ont passé et l'université s'adapte encore à ce grand bouleversement. La démocratisation

de l'éducation a créé une immense pression sur les institutions universitaires qui ne sont plus ces tours d'ivoire dans lesquelles une poignée de privilégiés discutent de Platon et d'Aristote, n'en déplaise aux nostalgiques des cours classiques. Aujourd'hui, les universités comptent plus d'étudiants et de programmes qu'avant. Et elles manquent d'argent pour financer ces derniers.

Comme le notaient les auteurs du rapport Parent à l'époque : «L'homme moderne n'habite plus l'univers de ses ancêtres...» En d'autres mots, l'université de ce début du XXI^e siècle n'est ni plus ni moins que le reflet de la société dans laquelle elle évolue : une institution axée davantage sur les résultats et la performance que sur le savoir. Le contexte socio-économique a lui aussi beaucoup changé : face au déficit, l'université doit accepter plus de candidats si elle veut avoir accès aux subventions. Face au grand nombre d'étudiants, elle abaisse souvent ses standards. Elle a en outre développé, à tort ou à raison, des liens parfois contraignants avec l'entreprise privée. Quant aux étudiants qui la fréquentent, la plupart n'ont plus «de temps à perdre» sur les bancs d'école. Ils «investissent» dans un diplôme et attendent des «résultats».

L'état actuel des universités québécoises tel que décrit dans les reportages publiés dans nos pages depuis hier soulève une question fondamentale : est-il possible de conjuguer quantité et qualité en éducation ? Au Québec, dans les années 60, nous avons fait le pari que oui. C'est un défi immense, d'autant plus que nos universités sont aujourd'hui coincées entre un lobby étudiant fort qui ne veut rien entendre d'une hausse des frais de scolarité et un financement public inférieur à leurs besoins.

Bien entendu, il n'existe pas UNE solution magique qui réglerait tous les problèmes de motivation et de compétence en éducation. Il y en a plusieurs et les résultats ne s'observeront pas en une nuit. L'université évolue et s'ajuste lentement.

Parmi les pistes à explorer, certaines sont déjà à l'agenda de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne : un resserrement des exigences du programme pédagogique dès l'école primaire, un renforcement de l'enseignement du français, une formation des maîtres revue et améliorée. Ces mesures devraient hausser la qualité de l'enseignement dans nos écoles.

Ensuite, il faudra s'attaquer à la délicate question des frais de scolarité ainsi qu'au système de financement des universités. Des universités pauvres, ça fait rarement des enfants forts.